



MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

ACTE D'ENGAGEMENT

> LOT UNIQUE <

Maître d'Ouvrage : AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA MARNE

REALISATION DU SALON DESTINATION MARNE 2019

Marché à procédure adaptée ouverte en application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'articles 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Les candidats doivent IMPERATIVEMENT indiquer le montant de leur offre à l'article 4.

Le présent acte d'engagement comporte 16 pages, numérotées de 1 à 16 dont 6 annexes (n°1, n°2, n°3, n°4, n°5, n°6)

NUMERO D'IDENTIFICATION DU MARCHE : /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-

COLLECTIVITE : AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA MARNE (ADT de la Marne)
13 bis, rue Carnot – CS 50074
51006 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

OBJET DU MARCHE :

La présente procédure adaptée porte sur le choix d'un prestataire pour la réalisation du salon destination Marne au début du printemps 2019.

CONDITIONS DU MARCHE :

Date du marché : 1^{er} semestre 2019

PASSATION DU MARCHE :

Procédure adaptée ouverte en application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'articles 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Pouvoir adjudicateur- ordonnateur : Madame Amélie SAVART, Présidente de l'Agence de Développement Touristique de la Marne

Personne habilitée à donner les renseignements prévus au CMP : Madame Elisabeth VIDAL, Coordinateur Pôle Commercial

Comptable assignataire des paiements : Madame Valérie MORAND, Trésorière de l'Agence de Développement Touristique de la Marne

ARTICLE 1^{er} – CONTRACTANT (si groupement voir annexe N°2)

Je soussigné,

M (nom, prénom).....

- agissant en mon nom personnel
- agissant au nom et pour le compte de la société (intitulé complet et forme juridique de la Société) ayant son siège social à (adresse complète et numéro de téléphone)

.....
.....

immatriculé (e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'entreprise (S.I.R.E.T.)
.....
- code d'activité économique principale (A.P.E.)
.....
- numéro d'inscription au registre du commerce/au répertoire des métiers
-
- Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Et après avoir établi les déclarations prévues en application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

M'ENGAGE sans réserve, conformément aux dispositions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 2 – REMUNERATION

Les principes de rémunération sont fixés par l'article 17 du cahier des clauses administratives particulières.

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché, ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société pour laquelle j'interviens (nous intervenons) que celle-ci ne tombe pas sous le coup de l'interdiction posée.

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Fait en un seul original

Ale.....
Mention manuscrite « lu et approuvé » et signature du contractant

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Châlons en Champagne, le.....

La Présidente
de l'Agence de Développement Touristique de la Marne
Amélie SAVART

Le marché a été notifié au titulaire par envoi recommandé le :

Accusé réception daté du :

ANNEXE 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

PERSONNE HABILITEE (1) (2)

Madame la Présidente de L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA MARNE
Madame Amélie SAVART

COMPTABILITE ASSIGNATAIRE (2)

Madame la Trésorière de L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA MARNE
Madame Valérie MORAND

Le pouvoir adjudicateur

Le Contractant

(1) Personne habilitée à donner des renseignements.

(2) A compléter par le pouvoir adjudicateur.

ANNEXE 2 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT CO-TRAITANCE

* _ *_ *

ARTICLE PREMIER

Nous, cotraitants, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, solidaires les unes aux autres :

MONSIEUR

Agissant au nom et pour le compte de :

- adresse et numéro de téléphone de l'agence locale :

- forme juridique de la société :
- montant du capital social :
- ayant son siège à :
- immatriculée à l'I.N.S.E.E.
- numéro SIRET : /_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/
- code d'activité principale économique (A.P.E.) :
- numéro d'inscription au registre du commerce :

MONSIEUR

Agissant au nom et pour le compte de :

- adresse et numéro de téléphone de l'agence locale :

- forme juridique de la société :
- montant du capital social :
- ayant son siège à :
- immatriculée à l'I.N.S.E.E.
- numéro SIRET : /_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/
- code d'activité principale économique (A.P.E.) :
- numéro d'inscription au registre du commerce :

Et étant, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché représenté par Monsieur, dûment mandaté à cet effet **(1)**,

(1) Indiquer le nom du cocontractant mandataire du groupement d'entreprises solidaires

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et des documents qui y sont mentionnés,

Nous nous engageons sans réserve, en tant que contractants groupés solidairement, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations qui nous concernent dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans le délai de cent vingt jours (**120 jours**) à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation (R.D.C.).

PAIEMENTS

L'Agence de Développement Touristique de la Marne se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

1. Au compte établi au NOM DU GROUPEMENT (co-traitance SOLIDAIRE)

Nom du groupement :

Désignation du compte à créditer (*nom et adresse de la banque, code établissement, code guichet, compte, clé*) :

ANNEXE 3 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

DC4

*Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.
Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.*

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :

(Cocher la case correspondante.)

NON

OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

■ Modalités de variation des prix :

G - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : NON

OUI

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____, le _____ A _____, le _____

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A _____, le

ACTE D'ENGAGEMENT

PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

(à compléter obligatoirement sous peine de rejet)

Le candidat pourra librement détailler son offre de prix, sous réserve de l'indication obligatoire de l'offre de prix global et FORFAITAIRE dans les cadres de réponse ci-dessous.

REALISATION DU SALON DESTINATION MARNE 2019

DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

(à compléter obligatoirement sous peine de rejet)

	COUT HT	COUT TTC
POSTES BUDGETAIRES		
Mise à disposition du hall d'exposition		
Mise à disposition d'une salle de conférence		
Prestations en matériel (ex : matériel pour la réalisation de stands...)		
Prestations en personnel (ex : Accompagnement technique, logistique avant, pendant et après la manifestation...)		
Prestations en services		
Commissariat du salon		
Gestion administrative et technique des exposants		
Plan médias et hors médias		
Organisation de l'inauguration		
Organisation d'enquêtes		
Gestion de la billetterie		
	COUT HT	COUT TTC
TOTAL		

ANNEXE 5 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

REALISATION DU SALON DESTINATION MARNE 2019

NOTE METHODOLOGIQUE-PROPOSITION TECHNIQUE
(à compléter obligatoirement sous peine de rejet)

Le candidat présentera ici sa proposition détaillée et les moyens affectés à la mission.

ANNEXE 6 A L'ACTE D'ENGAGEMENT

REALISATION DU SALON DESTINATION MARNE 2019

RETRO-PLANNING DETAILLE ET COHERENT
(à compléter obligatoirement sous peine de rejet)